

Nathalie Bordeau  
et David-Xavier Weiss

Préface d'Alain Juillet

# L'Europe, et après ?

*Par les auteurs de*  
Brexit, et après ?

EDILIVRE

## **Des mêmes auteurs :**

2017 : « *La France de demain : vers une monarchie parlementaire ?* » – Editions Bart and Jones

2017 : « *La France mérite mieux* » – Editions Bart and Jones –

2016 : “*Brexit, et après ?*” Préface de Constance Le Grip – Postface de Pierre-Jacques Costedoat – Editions Bart and Jones

2015 : “*Politique et éthique : regards croisés*” – Ouvrage collectif sous la direction de Nathalie Bordeau et David-Xavier Weiss – Préface d’Alain Juillet – Editions Bart and Jones – Le Regard d’Edgar, prix des internautes dans le cadre du Prix Edgar Faure 2015

### **De Nathalie Bordeau**

2015 : “*Taliesin : du mythe celtique à l’archétype universel*” – Préface de Jean-Louis Scaringella – Editions Bart and Jones

2013 : « *L’Intelligence Economique à l’épreuve de l’éthique* » – Ouvrage collectif sous la direction de Nathalie Bordeau – Préface de Pascal Chaigneau – Editions L’Harmattan

*A Monsieur le Président Nicolas Sarkozy,  
Grand défenseur d'un idéal européen basé  
sur des valeurs communes et des ambitions  
partagées et qui, à l'heure où l'Union est au  
bord de l'implosion, sait nous rappeler si  
justement qu'« il ne faut pas être eurobéat  
ou eurosceptique, mais euroactif ».*



## Préface

Le 23 juin 2016, eut lieu au Royaume-Uni le referendum sur son maintien dans l'Union Européenne. David Cameron, Premier ministre de l'époque, l'avait imaginé comme un moyen facile de conforter sa position auprès des électeurs. A la surprise générale, ceci se révéla un désastre pour son parti et le début d'une crise européenne majeure. Le 29 mars 2017, l'Angleterre entama le Brexit sous la direction de Teresa May.

Les Français se séparèrent clairement en deux camps sur la base de positions opposées :

- ceux qui considéraient l'Angleterre comme un opposant ne jouant pas le jeu d'une Europe unie. Elle privilégiait obstinément une Europe fédérale de libre échange et regardait beaucoup trop vers son partenaire d'outre-Atlantique.

- ceux qui pensaient que la France avait besoin de l'Angleterre pour équilibrer ses rapports avec une Allemagne trop puissante et exclusivement intéressée à ses propres résultats économiques. On pouvait y ajouter ceux qui considéraient l'Angleterre, avec ses spécificités, comme

un acteur majeur dans l'Europe de demain.

On entra dans une négociation d'autant plus complexe qu'avec le temps, tout le tissu industriel, commercial et financier s'était étroitement lié, des habitudes avaient été prises, et des lois communautaires avaient développé des pratiques et des synergies difficiles à rompre. La Commission Européenne, pilotée par Michel Barnier, entama les discussions dans lesquelles les opérations d'influence, les rododromes, et les constats d'échec ou d'avancée par les deux parties n'ont jamais cessé.

Aujourd'hui, nous arrivons à la fin de la première étape, qui reste une négociation entre fonctionnaires de hauts niveaux, à valider par des élus de tous bords aux motivations souvent très différentes.

Parallèlement, nos médias journalistiques ou télévisuels nous abreuvent de commentaires et d'analyses partiales ou partielles sur le sujet, qui faussent la compréhension de nos concitoyens face à une rupture qui bouleverse nos habitudes et notre avenir.

Nathalie Bordeau et David-Xavier Weiss avaient permis aux lecteurs de leur ouvrage « *Brexit, et après ?* » de mieux comprendre ce qui était en train de se passer et les enjeux que cela recouvrait. Ce livre, très utile pour ceux qui voulaient comprendre les tenants et les aboutissants de cette rupture, leur a permis de décoder pas à pas ce qui semblait complexe ou insignifiant dans les problèmes rencontrés.

Mais il restait une question : Comment sera l'Europe après ?

Pourra-t-elle survivre à ce cataclysme et évoluer pour en éviter la répétition ? Sera-t-elle capable d'affronter les difficultés des suites du divorce sans y laisser son âme ? Devra-t-elle aller à deux vitesses ? C'est tout le mérite de nos

deux auteurs de s'être attelés à la tâche et de nous offrir le résultat de leurs travaux dans ce nouveau livre en réponse à nos questionnements.

Bénéficiant de la connaissance acquise grâce à leur précédent ouvrage sur le sujet, ils commencent par une analyse méthodique du passé et du présent. Pour comprendre les raisons fondamentales de la crise, ils mettent en valeur l'écart entre les vœux des fondateurs et la réalité de l'Union, la montée de l'euroscpticisme face à la bureaucratie bruxelloise, le jeu pas toujours clair des nations prêtes à faire assumer par Bruxelles leurs décisions impopulaires, l'excès incompris de libéralisme, la multiplication des Etats membres aux objectifs parfois très éloignés, et toute une série d'éléments qui sont sous-jacents à la situation actuelle et nous obligent à en tirer des enseignements.

Mais leur connaissance du sujet leur permet d'aller plus loin pour imaginer l'avenir et les exigences d'une Europe à refondre. Soyons clairs, en dépit des traités successifs censés l'améliorer, son modèle est dépassé par l'exigence des citoyens et l'évolution des techniques. De l'impact d'une régionalisation en opposition avec les Etats nations, à la perception d'une législation intracommunautaire qui gomme les spécificités des pays, ou des attentes dans la sécurité intérieure s'opposant à l'inquiétude d'une sécurité extérieure perçue comme trop laxiste, tout est à repenser pour mieux prendre en compte les aspirations des peuples et non les convictions idéologiques de ses dirigeants ou d'organisations internationales.

Comme pour tout livre d'analyse et de réflexion, on peut être d'accord ou pas avec les constats, les idées et les propositions des auteurs mais ils nous obligent à regarder la réalité en face. A travers leurs approches et leurs

interprétations, chacun de nous peut se poser les vraies questions, puis construire sa vision et en tirer ses propres conclusions.

Une chose est sûre : l'Europe est à la croisée des chemins, et il ne faut plus se tromper. « *L'avenir sera ce que nous le ferons* », écrivait Saint-Exupéry. Souhaitons qu'avec l'aide de tous, l'Europe que nous voulons sorte grandie et bénéficiaire de cette crise qui vient de la frapper.

Alain Juillet,  
Président de l'Académie de l'Intelligence Economique



## Introduction

Il y a bientôt trois ans, alors que nous écrivions sur le Brexit qui se profilait à l'horizon<sup>1</sup>, le risque qu'il soit le révélateur ou le déclencheur d'une profonde crise d'identité pour l'Europe et les Européens nous apparaissait comme une évidence, même si nous avions alors, parfois – souvent –, un peu l'impression de prêcher dans le désert. Il faut pourtant bien avouer que, même porteurs de cette intuition précoce, la force et la rapidité avec lesquelles cette crise a éclaté dans des foyers multiples nous a surpris : nous imaginions un processus progressif de désagrégation de l'imaginaire européen plutôt qu'une lame de fond de tentations référendaires et de réaffirmations identitaires, à différentes échelles. Si nos interrogations d'alors portaient principalement sur l'avenir de l'Union Européenne, il est devenu difficile, aujourd'hui, de ne pas s'interroger sur ce que sera l'Europe post vision supranationale. Trop d'interrogations pèsent sur l'avenir des institutions européennes. Certaines existent de longue date, car elles

---

<sup>1</sup> 2016 : “Brexit, et après ? ” Préface de Constance Le Grip- Postface de Pierre-Jacques Costedoat- Editions Bart and Jones

résultent de questions structurelles, d'autres sont réellement nouvelles, et pour tout dire, surprenantes.

Qui aurait pensé, il y a quelques mois à peine, que la crise d'identité européenne – évidente depuis le référendum sur le Brexit, qui a consacré pour la première fois le souhait de la population d'un Etat membre de quitter l'Union –, serait doublée d'une résurgence des revendications régionales, voire régionalistes ? Fort peu de monde, sans aucun doute, même si l'effet de balancier entre mondialisation imposée et recentrage sur l'échelon le plus porteur d'identité apparaît aujourd'hui comme une évidence, pas nécessairement souhaitée par tous, mais impossible à balayer d'un revers de main.

C'est de ce constat qu'est née l'idée de cet ouvrage, car il semble bien que l'Europe, dans sa forme actuelle, ait vécu, quelle que soit la nature du traité qui matérialisera le Brexit en mars 2019 ; les choix philosophiques des dirigeants des nations européennes, depuis des décennies, ajoutés à leurs choix politiques récents sur des questions sensibles, comme la crise des migrants, en sont d'ailleurs très largement responsables. Il a donc paru essentiel de chercher à comprendre ce qui a conduit à cette situation, avant de nous interroger sur ses conséquences pour l'avenir. Si cette mise en perspective et ces scénarii contribuent, si peu que ce soit, à la réflexion sur l'avenir de l'Europe, mais aussi des Etats Nations et des 274 régions qui la composent, nous serons heureux d'avoir ainsi apporté notre modeste pierre à un édifice désormais bien fragile.

Alors, l'Union Européenne en danger, ou du moins victime d'une crise de croissance qui ne pourra être surmontée qu'au prix de transformations profondes ? Très probablement. Et pourtant... L'Europe en tant qu'espace

d'échanges privilégiés est une idée qui plaît encore et toujours à l'écrasante majorité des citoyens européens. Mais que de doutes, de flottements et de sentiments d'incompréhension dès lors que l'on évoque l'Union Européenne, ses institutions, et plus encore ses décisions, souvent perçues comme un détonnant mélange d'arbitraire technocratique déconnecté des réalités et d'universalisme de principe !

Etonnamment, l'Union Européenne est demeurée fort en retrait, voire totalement effacée, face aux différentes tentations régionalistes qui se sont fait jour au cours des deux années écoulées, alors qu'on aurait pu s'attendre à la voir soit défendre bec et ongles son modèle fondé sur la coopération volontaire des Etats-Nations, soit chercher à canaliser à son profit cette montée des régionalismes – avec, en filigrane, dans cette dernière hypothèse, l'idée qu'elle serait plus puissante en fédérant des régions trop petites pour réellement peser seules à l'international, plutôt que des Etats, dotés d'une richesse et d'une antériorité historique qui leur permet d'y voir un choix. Sans doute les raisons de cet attentisme sont-elles multiples et complexes, mais la principale est sans doute la peur de l'Union d'être dépassée par un mouvement qu'elle n'a pas volontairement initié, et qu'elle n'a pas l'impression de contrôler : et si les éventuelles futures grandes régions indépendantes ou autonomes refusaient finalement d'échanger la tutelle étatique contre une tutelle européenne, malgré la déstabilisation économique et politique qui en résulterait ?

En effet, il ne faut pas oublier que les technocrates bruxellois ont déjà commis une gigantesque erreur d'appréciation s'agissant de l'aspiration des peuples à disposer d'eux-mêmes : le referendum voulu par David Cameron pour renforcer sa légitimité personnelle par un

plébiscite sur sa politique la plus contestée ne faisait trembler ni le Parlement, ni la Commission, ni les responsables politiques d'aucun des vingt-sept partenaires européens du Royaume-Uni, et il a néanmoins abouti à une incontestable victoire du « leave », et donc au Brexit, actuellement en cours de négociation, qui verra pour la première fois un Etat membre quitter le giron européen, et qui plus est le faire de son propre chef. La prudence est donc désormais de mise face à toute velléité séparatiste, que ce soit par rapport à l'Union ou à l'une de ses composantes.

Vue de Bruxelles ou de Strasbourg, l'Europe remplit pourtant très largement ses engagements, même si ce n'est pas toujours avec le niveau d'ambition qui était celui de ses fondateurs : ses Etats membres n'ont pas connu la guerre sur leur territoire depuis plus de sept décennies – et cette notion de paix perpétuelle appuyée sur les nécessités de la prospérité commune a toujours été centrale dans l'affirmation de l'idée européenne –, les échanges sont facilités au sein d'un grand marché qui fluidifie la circulation des biens et des personnes, etc... Jusqu'à ces dernières années, la majorité des citoyens européens partageait d'ailleurs cette grille de lecture. Alors comment expliquer l'irrépressible montée de l'euroscepticisme, concomitante à la désaffection grandissante pour les Etats-Nations ? Cela va de toute évidence bien au-delà de la logique de balancier d'un mouvement d'expansion suivi d'un mouvement de rétractation et de repli territorial. On peut désormais, et c'est même devenu banal, faire philosophiquement partie des pro-européens convaincus, et pourtant faire également partie des déçus de la tournure qu'a pris l'idéal européen, incapable d'affirmer son identité propre, et poussant pourtant ses Etats membres à se défaire

de la leur. Un grand marché ne saurait être un vecteur suffisant de sentiment d'appartenance, ni même une nation qui s'oublie elle-même pour se faire start-up en charge de la promotion de ce grand marché. D'où le recentrage spontané, de plus en plus massif et sensible, sur l'échelon le plus porteur d'identité, à savoir les régions, dont chacune demeure l'espace d'une culture spécifique partagée.

La France doit hélas s'enorgueillir d'être le pays européen qui a le plus agi contre les identités régionales, en modifiant sensiblement la carte des régions par la Loi NOTRe, en 2015, et en les fusionnant sans tenir aucun compte des proximités nées de l'Histoire commune ou des us et coutumes partagés. Cet onéreux redécoupage administratif est d'ailleurs, de ce point de vue, un cuisant échec : qui imagine un Alsacien cessant de se définir comme Alsacien, par exemple, et se présenter plutôt comme « habitant de la Région Grand Est » ? Dans le même esprit, on peut douter que le kouglof des Ardennes ou le champagne de Moselle deviennent des AOP prisées ! Les décideurs de ces redécoupages à la va-vite ont indéniablement oublié de tenir compte des racines historiques très profondes des identités régionales, notamment attestées par le fait que, sous l'Ancien Régime, les nobles avaient pour coutume de désigner leurs cochers et laquais par leur région d'origine plutôt que par leur patronyme : Picardie, La Lorraine, etc... Dans un contexte où, d'un bout à l'autre du continent européen, l'importance des identités régionales devient chaque jour plus avérée, une telle décision, déconnectée des populations et de leur ressenti, a peu de chance de devenir autre chose qu'un acte administratif, forcément vécu comme arbitraire. Le non-sens est complet quand on comprend que la France est,

moins que d'autres Etats européens, menacée par des tentations régionalistes d'indépendances ou d'autonomie, puisque sa région la plus puissante économiquement est sa région capitale, qui compte 20 % de la population nationale, et génère 30 % du Produit Intérieur Brut (P.I.B.).

Il faut en effet être réaliste : la montée en puissance des régions en tant qu'échelon du sentiment d'appartenance ne menace, en elle-même, ni l'Europe, ni les Etats-Nations. Le problème ne devient manifeste que quand les revendications régionalistes s'expriment dans une région à l'identité forte, consciente de ses spécificités différenciatrices, et qui sans être une capitale, est un véritable moteur économique. C'est ce qui explique à la fois le résultat du referendum catalan, renforcé plutôt qu'infirmé par la nouvelle consultation électorale d'origine gouvernementale, et la ferme répression de ce mouvement de fond par l'Etat espagnol : c'est moins la peur d'une velléité séparatiste qui s'est exprimée que celle d'une velléité séparatiste qui pourrait s'avérer économiquement viable. Les grandes entreprises, et notamment les établissements bancaires, ont-ils donc quitté massivement Barcelone par crainte d'une instabilité économique et d'une incertitude politique qui eussent été moins probables si elles étaient restées ? C'est assez peu vraisemblable... Il le serait davantage, par contre, de supposer qu'il y ait une forte volonté commune des décideurs économiques de ne pas prendre le risque de voir se scinder le marché global européen qui, outre les près de cinq cents millions de consommateurs qu'il concentre, présente à leurs yeux le grand avantage de pouvoir y imposer des normes qui leur sont favorables via un lobbying omniprésent auprès des parlementaires européens. Un lobbying réglementé, il est vrai, mais certains résistent difficilement à la tentation de marquer la mandature de leur

empreinte en déposant et en faisant voter un texte qui leur a parfois été fourni « clef en mains »... Sans compter les nombreux collaborateurs de parlementaires européens qui poursuivent ensuite leur carrière dans des cabinets en charge du lobbying européen... D'où la vision souvent très orientée marché des institutions communautaires, où il est décidément plus facile et mieux considéré de se faire le chantre d'un grand marché continental que celui d'une Europe soucieuse de se construire sur ses valeurs communes, dans le respect des aspirations de ses citoyens...

Ces citoyens de l'Union, qui ont de plus en plus fréquemment le sentiment que l'on exige d'eux qu'ils aient confiance en l'Europe malgré des institutions européennes, dont les décisions leur apparaissent souvent arbitraires ou incompréhensibles, sous peine d'être taxé d'un euroscepticisme parfaitement contraire à un politiquement correct toujours plus pesant, finissent par peiner à se plier à ce diktat. Rien que pour la dernière semaine de janvier 2018, on peut ainsi évoquer la perspective de la conclusion d'un accord rapide avec le MERCOSUR, dans des conditions qui font craindre aux producteurs de viande européens une concurrence tarifaire féroce, dans un contexte de repli du marché, puisque la tendance actuelle sur notre Vieux Continent, sans être au végétarisme, est de manger moins de viande pour privilégier la qualité, pour des raisons écologiques comme de santé. Sans oublier cette étrange exigence des institutions européennes de voir désormais l'INSEE inclure une évaluation du trafic de stupéfiants dans le calcul du produit intérieur brut (P.I.B.). On peut, certes, espérer qu'il y ait des raisons supérieures parfaitement légitimes à de telles décisions, mais elles n'en sont pas moins parfaitement ésotériques pour l'écrasante majorité des

citoyens, voire pour la classe politique de chacun des Etats membres. Simple question de pédagogie ? Voire... Il n'est pas exclu qu'il s'agisse d'une profonde divergence de grilles de lecture : les citoyens européens plébiscitent toujours le modèle qui présida à la naissance de l'Europe, consistant à préserver leurs valeurs communes dans un espace de paix et de prospérité. Mais les institutions en charge de cette noble mission semblent avoir connu un glissement progressif vers une vision exclusivement mercantile, où le Marché Unique revêt plus d'importance que l'identité commune.

On doit formuler plusieurs remarques concernant ce positionnement européen, d'essence chaque jour plus libérale. La première, c'est que le libéralisme, s'il est poussé trop loin, se heurtera inmanquablement au modèle social européen qui, même s'il est fort loin d'être homogène, constitue un idéal commun. Il n'est d'ailleurs pas exclu que la prise de conscience de la nécessité de défendre les valeurs communes prenne corps au travers de celle de défendre un modèle social mis à mal à la fois par le fait de n'être plus considéré comme une priorité par les décideurs continentaux, et par celui d'être contraint à tendre vers un universalisme pour lequel il n'était pas prévu, et qui s'avère indéniablement difficilement finançable... Il est douteux, pourtant, que les Européens acceptent longtemps de voir se réduire les solidarités qu'ils partagent avec leurs concitoyens, pour ouvrir ce bénéfice au monde entier. Les logiques de redistribution visaient, à la base, à garantir une efficacité sociale tout autant que le bien-être individuel, et étaient en quelque sorte compensatoires de ce que l'individu apportait à la société. Dès lors qu'on en étend le bénéfice à des non-ressortissants, fraîchement débarqués, il ne s'agit plus que de charité mal ordonnée, puisqu'elle commence par les autres.



Cela n'a d'ailleurs rien de très libéral, sauf à considérer que le marché attire ainsi de nouveaux consommateurs, fussent-ils parfaitement improductifs. Sur ce sujet, les citoyens européens se sentent, pour beaucoup d'entre eux, si ce n'est trahis, du moins en profond décalage à la fois avec les institutions communautaires, et avec leurs dirigeants nationaux qui, pour la plupart, ne s'en démarquent guère.

La seconde réserve que l'on peut exprimer sur ce sujet, c'est qu'à force de vouloir un marché inspiré des théories d'Adam Smith, on fait assumer à titre posthume au père de la Main Invisible des idées qu'il n'a jamais exprimées, et que, pour certaines, indépendamment des évolutions contextuelles, il n'aurait probablement pas défendues. Si le fondateur des sciences économiques moderne était, par essence, un libéral, n'oublions pas qu'il était aussi professeur de philosophie et que, tout autant que *La recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, son œuvre comprend des ouvrages traitant de morale, comme la *Théorie des sentiments moraux*, qu'il publia en 1759. Si l'autorégulation du marché (« *Laisser faire-laisser passer* ») était centrale dans sa pensée, nous ne devons pas oublier qu'elle s'appliquait, dans son esprit, à l'économie réelle, et non à une bulle spéculative à plus ou moins long terme. Encore moins, d'ailleurs, à une bulle spéculative entretenue en important des populations pour en faire artificiellement des consommateurs par un dévoiement des mécanismes de redistribution, sur lesquels il avait déjà quelques réserves dans leur fonctionnement courant, puisqu'il voyait, suivant en cela Aristote, dans le travail des hommes la véritable richesse des nations, l'or n'étant qu'un vecteur comptable de cette même richesse. L'interventionnisme social international sous couvert de morale humaniste, mis au

service du libéralisme est en fait l'exact inverse de la vision d'Adam Smith. Les citoyens de l'Union Européenne ne renient donc pas la doctrine économique qui a fait leur prospérité commune quand ils regimbent face aux diktats bruxellois concernant l'accueil des migrants, et confondant allègrement demandeurs d'asile et migrants économiques : ils la défendent au contraire, et se souviennent au passage que si Smith évoquait l'universalisme, c'était pour défendre celui des comportements sociaux... Pas sûr, dans ces conditions, qu'il aurait considéré légitime de prendre en compte les revendications à caractère identitaire de nouveaux arrivants plutôt que de les inciter à s'assimiler au plus vite à leur société d'accueil pour en devenir des membres productifs !

Ce sentiment mitigé d'une large partie de la population européenne quant à l'accueil des migrants a-t-il vraiment quoi que ce soit à voir avec le divorce de plus en plus consommé des citoyens avec l'Europe avec leur Etat-Nation, et avec le sentiment que l'échelon de l'identification, celui où ils sont compris et entendus, est désormais, de plus en plus souvent, la région ? Aussi surprenant que cela puisse paraître au premier abord, c'est bel et bien le cas, et nous pouvons citer, à titre illustratif, l'exemple de l'aide aux transports pour les personnes en situation irrégulière au regard du séjour sur le territoire national. Très impopulaire auprès de la population, puisqu'elle représente désormais annuellement une charge de 43 millions d'euros financée par la fiscalité, elle a vu sa suppression votée par le Syndicat des Transports d'Ile-de-France et par la Région, en janvier 2016, sur la proposition de la Présidente de Région, Valérie Pécresse, conformément à l'un de ses engagements de campagne. Or, le Tribunal Administratif de Paris a décidé, le 25 janvier 2018, d'annuler ce vote, suivant en cela la ligne

du gouvernement qui, selon Christophe Castaner, alors Ministre des Relations avec le Parlement, y voit une « *solidarité légitime* », ce qui est aussi la ligne de l'Union Européenne. La Présidente de Région a immédiatement fait savoir son intention d'interjeter appel de cette décision, consciente de la charge déraisonnable que représente pour ses administrés ce poste de dépenses en constante augmentation compte tenu de la situation migratoire, et qui est d'ores et déjà l'équivalent du budget consacré au logement social ! Le communiqué de la Région concernant la suppression de cette subvention précisait qu'il s'agissait de respecter à la fois la logique et le point de vue largement partagé par les citoyens, selon lequel, en « *réparant une injustice et en affirmant un principe républicain : quand on respecte la loi, on doit être mieux traité qu'une personne en situation irrégulière, et non l'inverse* ». C'est donc ici bel et bien au niveau de la Région que le point de vue majoritaire de la population est entendu et pris en compte, renforçant mathématiquement le sentiment d'appartenance, alors que le point de vue de l'Etat et celui de l'Union Européenne apparaissent à beaucoup comme confiscatoires.

Toujours dans le même esprit, à titre d'illustration, on peut évoquer la profonde incompréhension de nos concitoyens face aux accords de libre-échange que l'Europe ne cesse de renforcer avec le continent américain, du Canada au Mercosur en passant par les Etats-Unis. Qu'on les nomme CETA, TAFTA ou autre, ces traités ont en commun une faible consultation des parlementaires, même européens – prenons le cas du traité TAFTA dont ils ont pu prendre connaissance un à un sur demande de leur président de groupe, sans en recevoir de copie ni pouvoir prendre de notes ou de photos –, un flou sur des normes

alimentaires protectrices auxquelles nombre de citoyens de notre Vieux Continent sont attachés – comment garantir une alimentation sans OGM si l'on autorise des importations de céréales en provenance des pays qui en produisent des versions OGM en plein champs, par exemple ? –, et sans garantie de maintien des coûts pour les producteurs communautaires – les producteurs de bovins craignent, à ce titre, que les exportations facilitées en provenance du Mercosur ne tirent les prix vers le bas-

Les Européens sont perplexes face à des choix économiques qui, s'ils peuvent éventuellement avoir du sens au point de vue macroéconomique, en admettant que ce sens ne se limite pas au profit, constituent de toute évidence un souci pour les agriculteurs de leurs nations respectives, bien avant de constituer de nouveaux débouchés. Il est d'ailleurs intéressant de constater que cette défiance et cette perplexité transcendent largement les clivages politiques ou sociologiques traditionnels, ce qui signifie que l'on ne réglera pas la grogne montante et les problèmes de surproduction locale par rapport aux débouchés que pourraient induire ces traités à coup de quotas du type quotas laitiers et de subventions dans l'esprit de ce que fut la Politique Agricole Commune des années 1970-1980. Tout cela à l'heure où fleurissent, à travers l'Europe, et notamment en France, des réseaux régionaux de circuits courts, soucieux de qualité, de proximité, de traçabilité et d'empreinte carbone, dont le succès grandissant démontre à quel point ils sont en phase avec les attentes des consommateurs qui, s'ils ont initialement apprécié, au cours des dernières décennies, la possibilité nouvelle de consommer des produits en provenance du monde entier, sont désormais de plus en plus nombreux à se soucier du risque économique, géopolitique et